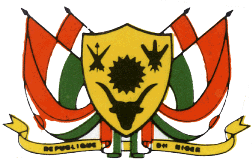
**REPUBLIQUE DU NIGER**

Fraternité - Travail - Progrès

===================

MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Declaration du ministre de l’environnement, de la salubrite urbaine et du developpement durable,

monsieur adamou chaifou,

lors de la vingt-septieme reUnion des parties au protocole de montreal relatif a des substances qui appauvrissent la couche d’ozone

4 novembre 2015, Dubaï, EAU

Monsieur le Directeur Exécutif du PNUE ;

Monsieur le Président de la vingtième-septième Réunion des Parties au Protocole de Montréal ;

Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs des délégations,

Mesdames et Messieurs les Distingués délégués ;

Madame la Secrétaire Exécutive du Protocole de Montréal et de la Convention de Vienne ;

Permettez-moi de remercie le Gouvernement des Emirats Arabes Unis pour l’hospitalité et l’accueil chaleureux dont ma délégation a fait l’objet et de remercie le secrétariat du Protocole de Montréal et de la Convention de Vienne pour la bonne organisation de cette session de la Réunion des Parties.

Cette année, nous avons célébré la Journée Internationale de la Protection de la Couche d’Ozone sous le thème **«** **30 ans pour guérir la couche d’Ozone. L’Ozone, tout ce qu’il y a entre vous et les UV».** Les activités menées étaient relatives à la sensibilisation des jeunes sur la protection de la couche, la diffusion dans les médias des supports et outils d’information et de sensibilisation du public et des cours de démonstration et de renforcement de capacités des professionnels sur les bonnes pratiques et la reconversion des équipements en substances amies de l’ozone.

Comme vous le saviez , mon pays le Niger a ratifié tous les instruments juridiques sur l’ozone et adhèrera entièrement à toute décision qui sera prise par la Réunion des Parties qui prendra en compte la lutte contre la pauvreté et pour le développement de mon pays et de l’Afrique. En ce sens, le projet d’Amendement sur les HFC en cours de négociation doit tenir compte de toutes les questions relatives à faciliter aux pays Article 5 la disponibilité des produits sur les marchés locaux à un prix abordable.

**Mesdames, Messieurs,**

Le Protocole de Montréal est cité comme le meilleur exemple de coopération internationale environnementale de part le fonctionnement régulier de ses organes de décisions mais aussi du respect des délais prescrits pour la mise au point par les industries des produits chimiques moins nocifs et les respects des engagements par les pays du calendrier d’élimination des substances incriminées.

Le succès du Protocole est dû aussi à son mécanisme propre de financement, du réseau dynamique des agences d’exécution spécialisées en renforcement de capacités ou d’investissement et des industries qui répondent et s’ajustent promptement pour le changement de technologies et de reconversion et de production des substances.

Aussi, l’action menée par le Protocole a également eu des retombées bénéfiques pour le climat mondial. Les industries ont mis fin à la production de plusieurs substances nocives qui figurent parmi les gaz à effet de serre, notamment les CFC et d’ici dix ans il en sera de même pour les HCFC et les HFC.

En outre, la gouvernance internationale a joué un rôle crucial en facilitant l’application et le respect des dispositions du Protocole. Ce qui a permis à tous les Etats Parties de remplir leurs obligations et engagements relativement au gel des CFC, au contrôle rigoureux des équipements non conformes à la réglementation, au renforcement de capacités des professionnels sur les bonnes pratiques et au contrôle à l’importation des substances par les services des douanes.

Mais comment conserver les acquis du Protocole de Montréal et même de les renforcer. A notre avis, la MOP doit autoriser le secrétariat et les autres organes à :

* participer aux rencontres des communautés économiques régionales, aux réunions de la CMAE ou même de l’Union Africaine pour renforcer la coopération et la sensibilisation des décideurs pour la prise en compte de la protection de la couche d’ozone dans les planifications nationales et régionales ;
* autoriser les bureaux nationaux et régionaux des agences d’exécution du Fonds Multilatéral comme le PNUD, le PNUE, la Banque Mondiale ou l’ONUDI à renforcer la coopération et la sensibilisation des Etats Parties sur les progrès enregistrés par le Protocole et les défis à venir ;
* éditer des outils et matériels didactiques adaptés à chaque région et utiliser l’expertise locale pour se faire ;
* établir clairement les liens entre la protection de la couche d’ozone et la lutte contre le changement climatique à la veille de la COP-21 de Paris et pour lequel l’opinion accorde une attention particulière ;
* continuer à appuyer les bureaux nationaux ozone qui font un travail important servant d’exemple pour les autres accords multilatéraux environnementaux.

**Je vous remercie de votre aimable attention.**